



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-saccage-de-l-assurance-chomage-Des-dommages-aussi-a-Montreal>

# **Le saccage de l'assurance-chômage - Des dommages aussi à Montréal !**

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mardi 12 février 2013

---

**Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés**

---

**MONTRÉAL, le 12 févr. 2013 - Des groupes de défense des droits des chômeuses et des chômeurs de Montréal ainsi que la CSN unissent leurs voix pour dénoncer les changements apportés récemment au régime d'assurance-chômage, à l'occasion d'une manifestation tenue devant le Complexe Guy-Favreau, à Montréal. Ils exigent que le gouvernement conservateur fasse marche arrière sur sa réforme de l'assurance-emploi, qu'ils assimilent au « saccage de l'assurance-chômage ». Cette offensive idéologique menée par le gouvernement Harper contre les chômeuses et les chômeurs aura des impacts majeurs pour tous les travailleurs et les travailleuses, y compris dans la région montréalaise.**

Les changements entrés en vigueur le 6 janvier visent à contraindre les prestataires à accepter n'importe quel emploi à un salaire moindre, jusqu'à 70 % inférieur à leur salaire antérieur. Les prestataires peuvent être forcés d'accepter un emploi qui n'a rien à voir avec leurs qualifications ou leur expérience, sinon ils pourraient perdre de 7 à 12 semaines de prestations ou carrément devenir inadmissibles au programme. De plus, il sera beaucoup plus ardu pour les chômeuses et les chômeurs de faire valoir leurs droits dans le nouveau dédale juridique imaginé par les conservateurs.

Pour le vice-président de la CSN, Jean Lacharité, cette réforme est odieuse. « Le gouvernement fédéral torpille ainsi le programme d'assurance-emploi en refusant toute forme de consultation. Pire encore, il va de l'avant malgré l'opposition manifestée par les syndicats, par les groupes de défense des chômeurs, par les partis politiques fédéraux présents au Québec, par l'ensemble des députés de l'Assemblée nationale, par les municipalités, par les organismes de développement socioéconomique ainsi que par de nombreux patrons et représentants du milieu des affaires, dans une rare unanimité de la société civile québécoise. Et n'oublions pas que le gouvernement ne met plus un sou dans la caisse depuis 1990 : elle est financée uniquement par les cotisations des travailleuses et des travailleurs ainsi que par les employeurs. Ce mépris doit cesser. »

### **Une assurance de moins en moins accessible**

D'autant plus que l'assurance-emploi était déjà de moins en moins accessible avant cette nouvelle réforme et que les protections se sont étioilées au fil des ans. En 1980, environ 85 % des travailleurs et des travailleuses sans-emploi avaient droit à l'assurance-chômage alors qu'aujourd'hui, seulement 45 % des chômeurs s'y qualifient, et ce, à des prestations moindres. La coordonnatrice du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE), Marie-Hélène Arruda, souligne que le gouvernement conservateur est déconnecté de la réalité des travailleuses et des travailleurs ordinaires. « Lorsque la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, Diane Finley, encourage les chargé-es de cours à changer de carrière s'ils ne peuvent enseigner à temps plein, elle nie la réalité même de ce secteur. Il en va de même de tous les emplois précaires. Qui conduira les autobus scolaires ? Qui travaillera dans les hôtels, l'été ? Qui s'occupera de la saison touristique ? Personne, car tous seront à travailler pour des salaires de misère à un fast-food quelconque sans égard à leurs qualifications ou à leur expérience. C'est une perte nette pour la compétitivité économique du Québec. C'est ça le projet de société du Parti conservateur ? »

### **Dur coup pour Montréal**

Il ne faut pas penser que cette réforme ne touche que certaines régions éloignées. Les travailleuses et les travailleurs à statut précaire seront frappés de plein fouet. Selon le profil économique de la Direction du développement économique et urbain de la Ville de Montréal, pour l'agglomération de Montréal, la population

## **Le saccage de l'assurance-chômage - Des dommages aussi à Montréal !**

---

résidente est composée à 48 % de salarié-es à temps partiel. Ainsi, 52 % des femmes et 44 % des hommes ne travaillent pas à temps plein. Les conditions d'emploi dans plusieurs secteurs se fragilisent, l'emploi de 9 à 5 à temps plein n'est plus la norme.

« La précarité du statut d'emploi demeure encore surtout l'apanage des femmes, des jeunes et des immigrants, enchaîne la trésorière du Conseil central du Montréal métropolitain CSN, Manon Perron qui dénonce les impacts sociaux des attaques conservatrices. Plusieurs secteurs d'emploi montréalais sont particulièrement touchés par cette réforme. On pense évidemment aux industries saisonnières comme les secteurs du tourisme ou de l'hôtellerie, mais des dizaines de milliers de salarié-es écoperont également dans le transport scolaire, la construction et l'enseignement sans oublier le personnel des agences de placement qui seront aussi des plus fortement touchés. Au final, n'oublions pas que l'obligation d'accepter un emploi à salaire inférieur aura pour conséquence de tirer l'ensemble des salaires vers le bas. Il n'y a que des mauvaises nouvelles pour les travailleuses et les travailleurs là-dedans. »

### **Mobilisations partout au Québec**

Alors qu'à Montréal, une coalition d'organismes et de syndicats manifestaient aujourd'hui devant le Complexe Guy-Favreau où se trouvent le centre Service Canada et les bureaux de la direction régionale pour le Québec de l'assurance-emploi, de nombreux autres rassemblements se sont tenus ailleurs au Québec, notamment à Sherbrooke, à Victoriaville, à Lévis, à Dolbeau-Mistassini, à Ville de Saguenay, à Shawinigan et à Joliette.